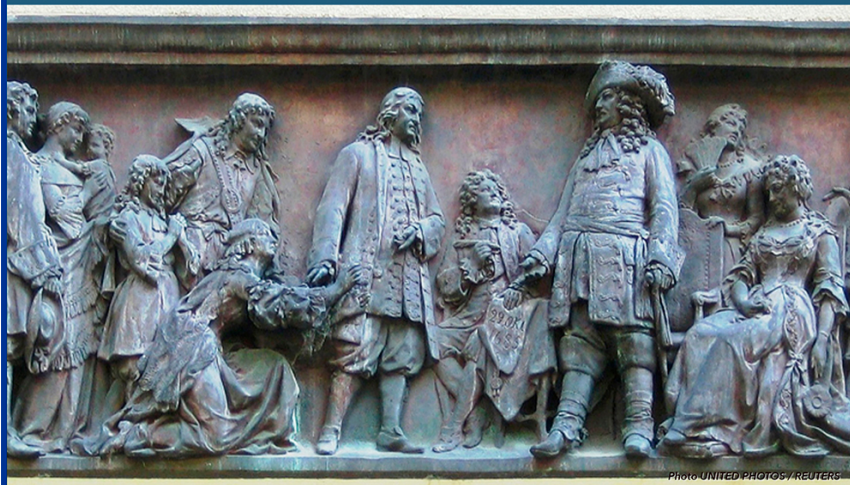


LA PERTE DES HUGUENOTS FUT-ELLE A L'ORIGINE DU DÉCLIN DE FRANCE ?



Dans les années qui suivent la révocation de l'édit de Nantes en 1685, les Huguenots furent chassés en masse du Royaume.

**LES CONSÉQUENCES
GRAVES SONT
ENCORE POLITIQUES
ET SOCIOLOGIQUES**



www.Europe-Unie.org
Novembre 2025

La fuite des Huguenots à l'origine du déclin de la France ?

Le thème du déclin économique de la France à la suite de la Révocation de l'Edit de Nantes, s'est transformé aujourd'hui, après plus de 4 siècles, en mythe qui continue à séduire le grand public cultivé, c'est-à-dire vous mêmes chers lecteurs. Pourquoi tant d'auteurs, même non protestants, l'ont-ils autant diffusé et alimenté? Serait-ce la face masquée d'un regret, pour ne pas dire d'un remords national ?

#Huguenots #Protestants #EditNantes #RevocationEditNantes #Revolution #Centralisation #Etat

0. Introduction

La révocation de l'édit de Nantes en 1685 par Louis XIV mit brutalement fin à près d'un siècle de coexistence religieuse relative entre catholiques et protestants en France. Cet édit, qui garantissait depuis 1598 la liberté de culte aux réformés, fut remplacé par une politique de conversion forcée, de dragonnades, de confiscations et d'exils. En quelques années, des dizaines de milliers de familles huguenotes – on estime entre 150 000 et 200 000 personnes – quittèrent le royaume, fuyant vers les terres plus tolérantes du Refuge : la Hollande, l'Angleterre, la Suisse, les principautés allemandes, la Scandinavie.

Cette fuite ne concernait pas une population quelconque : artisans qualifiés, manufacturiers, négociants, imprimeurs, savants, soldats et banquiers faisaient partie de cette diaspora. D'où une question qui hante encore l'historiographie : cette ponction d'une élite économique et intellectuelle aurait-elle provoqué le déclin de la France ? Le moment coïncide, en effet, avec le reflux de la puissance française, les crises économiques et les guerres ruineuses de Louis XIV.

En vérité, la perte, sévère à l'époque, fut à moyen terme compensée. Les graves conséquences, pour le futur de la société française, sont à chercher ailleurs.

« Ce cliché d'une France punie économiquement du fait de ce qu'elle a fait subir aux huguenots reste tenace. Il a été propagé bien au-delà des cercles protestants, notamment au sein de l'historiographie républicaine du XIXe siècle.

Mais ce que la France a vraiment perdu avec l'exil d'une partie des huguenots, c'est plutôt la capacité à accepter la division, la contradiction et la pluralité des points de vue.

Après 1685, le pouvoir royal s'est enfermé dans l'idée que l'on pouvait imposer l'unité par le haut, par la violence d'État.

On peut s'interroger sur ce qu'il est resté de cette idée de vouloir décréter un bonheur d'État dans l'esprit politique français, ne serait-ce qu'avec la Terreur de 1793. » (1)

(1) Patrick Cabanel, <https://www.reforme.net/religion/histoire/une-religion-refuge-huguenot-histoires-dun-exil/>

1. À court terme : une perte sèche

Les observateurs contemporains de la Révocation ne s'y trompèrent pas. Dès les années 1680, pamphlets et correspondances annoncent une « punition économique » : Charles Ancillon, Courtiz de Sandras, Vauban ou encore les auteurs anonymes de la fin du XVII^e siècle évoquent la ruine du commerce et de l'industrie. Vauban, dans son Mémoire sur le rappel des huguenots (1689), dresse un tableau sévère : la France perd 80 000 à 100 000 travailleurs, 30 000 soldats, et des milliers d'artisans et de manufacturiers qui « enrichiront les étrangers ». Il écrit : « C'est la ruine de la plus considérable partie du commerce ».

Les comparaisons avec l'Espagne après l'expulsion des Juifs et des Morisques se multiplient : même « dépopulation », même misère morale. Des villes comme Rouen, Nîmes, Alès ou Bordeaux perdent des pans entiers de leurs activités. Les industries du drap, de la soie ou de la métallurgie se vident de leurs maîtres. L'ambassadeur Bonrepaus, envoyé à Londres, note que la balance du commerce entre la France et l'Angleterre s'est inversée dès 1685 : l'or français coule à flots vers l'étranger.

Cette perception d'un appauvrissement immédiat traverse les siècles. Myriam Yardeni y voit le « remords national » d'une France amputée d'elle-même. Edgar Quinet parlera plus tard d'une faute morale, d'un péché collectif qui a empoisonné l'histoire française.

2. À moyen terme : l'économie régule

Pourtant, l'histoire économique moderne a largement nuancé cette vision catastrophiste. Dès le milieu du XX^e siècle, l'historien américain Warren C. Scoville démontre, chiffres à l'appui, que les pertes dues à la Révocation furent rapidement compensées. Les protestants représentaient 10 % de la population française, ils restèrent 2% après l'émigration ; leur départ, massif dans certaines régions, n'empêcha pas les manufactures catholiques de reprendre les activités laissées vacantes. À Elbeuf, par exemple, la disparition des drapiers huguenots stimula même un « nouvel essor » de l'industrie textile.

A moyen terme, les pays du Refuge, eux aussi, ne tirèrent pas un profit durable de cet afflux de main-d'œuvre. En Suisse, à Genève ou à Vevey, nombre de manufactures créées par des réfugiés périclitèrent au bout de quelques années, faute de matières premières, de débouchés ou d'adaptation aux marchés locaux. Aux Pays-Bas, l'apport des huguenots fut jugé « marginal », limité à quelques secteurs de luxe.

En somme, l'économie européenne, par la circulation des capitaux, des techniques et des hommes, finit par absorber le choc. Les avantages comparatifs s'estompèrent avec les générations : les savoir-faire se diffusèrent, les progrès se généralisèrent. La fuite des huguenots fut une perte, mais non un désastre durable à moyen terme.

3. À long terme : la naissance d'un mythe

Au fil des siècles, le thème du « déclin de la France depuis la Révocation » est devenu un mythe national. L'idée d'une justice immanente – la punition d'un royaume intolérant – séduisit les philosophes et les historiens du XIX^e siècle. Montesquieu, Voltaire, puis Michelet et Quinet y virent le signe d'une fatalité morale : un peuple qui chasse ses élites récolte la servitude et la centralisation.

Mais le déclin français ne saurait être attribué à une seule cause. Les guerres ruineuses de Louis XIV, la fiscalité écrasante, puis plus tard les guerres napoléoniennes ont affaibli durablement l'économie. À cela s'ajoutent le centralisme administratif et la méfiance envers l'initiative privée : la France, progressivement, remplaça sa bourgeoisie entrepreneuriale par une bourgeoisie d'État. L'administration supplanta le commerce, l'emploi public la prise de risque. Le capital humain qui avait fait la prospérité du Grand Siècle se mua en fonctionnariat.

L'évolution, en deux parties distinctes, de la finance d'un côté, et de la banque de l'autre, est particulièrement frappante à cet égard. Le centralisme administratif s'accapara la « Finance » assujettie au pouvoir royal catholique, laissant l'entreprise individuelle bancaire, la « Banque », aux entrepreneurs privés, issus généralement des minorités juives et protestantes. Cette distinction caractéristique est propre à la France en Europe.

« La Finance, c'est le service financier du roi, et, par extension, des maisons princières et de la haute société royale ; la Banque, c'est le service financier du commerce international. L'une, du côté du dedans, et l'autre du côté du régime établi ; l'autre lui est étrangère, et, au plan physiocrates, étrangère à la nation constituée. À la Finance, on parvient par l'office, qui marque l'entrée solennelle dans le domaine public et le moyen d'ascension le plus prestigieux de toute la bourgeoisie d'Ancien Régime ; cette dignité ne s'achète pas sans preuve de catholicité. La Banque, au contraire, est profession libre et ouverte à tous, et reste hors de toute l'organisation corporative de la société : c'est la sphère ouverte qui veut [...]. Voilà qui explique, à côté tant d'autres poussées, l'attrait exercé par la Banque sur les protestants français, comme ailleurs sur d'autres minorités légalement désavantagées : cet ascenseur social que la bourgeoisie catholique trouvait dans la Finance royale, et qui leur était interdit, ils en trouvaient l'équivalent dans la Banque internationale. » (2)

La perte réelle, à long terme, n'est donc pas tant économique que culturelle : celle de l'esprit d'entreprise et de la tolérance, remplacés par la verticalité du pouvoir et la dépendance envers l'État et son administration.

4. La Révolution et la violence en héritage

C'est sur le terrain moral et politique que la Révocation laisse sa trace la plus profonde. Edgar Quinet voyait dans la Terreur révolutionnaire la revanche des siècles : la Saint-Barthélemy et la Révocation auraient engendré la Révolution française.

« Dans la vie privée, il n'est pas juste que les fils expient la faute des pères. [...] Mais dans la vie des peuples, cette philosophie échoue ; et il est certain que les générations ont châtiées des fautes des générations précédentes. Voilà le seul moyen de donner une explication morale du règne de la Terreur.

[...] Ce fut un avantage incomparable pour les terroristes d'avoir pour précédents et pour modèles les déclarations et ordonnances de Louvois dans la Révocation. Sans doute, le même esprit qui veut ce que tout serve d'exemple dans notre histoire, a préparé de loin ces admirables préceptes, afin que le chemin fût tracé à la postérité. Car les terroristes, grâce à un plan magnifique et tout divin, privilège unique de notre race, ont pu marcher avec sûreté dans cette voie du sang.»

[...] Véritablement, il n'est guère plus possible à un Français de lire les ordres de la Révocation de l'édit de Nantes ; elles ont eu pour nous trop rares conséquences qui saignent encore. Elles ont fait entrer dans le cœur la mépris des choses morales quand elles sont prises avec de la force soldatesque. Il en est resté une maladie indélébile pour l'amour du sabre, un refinancement interminable avant la conscience qui ose résister.

[...] Les persécutions que les catholiques ont fait subir aux protestants ont corrompu les premiers.» (2)

« Pour Quinet, c'est en 1685 qu'il faut faire remonter ce modernisme meurtrier qui prétend aller à l'unité par la violence contre les corps et les âmes, le mensonge dans la langue, la religion et l'histoire. Est-ce là le versant politique du mythe de la faute française par la Révocation ? Les coups portés à une minorité sans défense auraient meurtri aussi ses bourreaux, blessé l'âme d'une nation coupable de s'en réjouir ou de s'en accommoder et brutalement habituée à préférer la simplicité unitaire à la complexité pluraliste. Des intellectuels l'avaient perçu sur-le-champ, de manière plus ou moins confuse. »¹

Samuel Smiles y voyait aussi une tournure politique et morale mortifère: « les émigrations et les massacres de 1793 auraient été le fruit vénéneux du ceux de 1685 ». Le même mécanisme de purification violente s'y répète, mais inversé : après le massacre des protestants par le pouvoir catholique, c'est le peuple qui, en 1789, se retourne contre ses élites avec une égale cruauté.

L'intolérance religieuse s'est muée en intolérance politique. La France, en supprimant une partie de sa diversité intérieure, a préparé le terrain d'une culture de la violence d'État et de la confrontation idéologique. L'unité imposée, célébrée comme vertu nationale, s'est révélée le ferment des divisions futures.

Les Droits de l'homme et le message universaliste de 1789 apparaissent alors comme une tentative d'expiation : effacer par un idéal abstrait la faute originelle d'avoir persécuté ses propres enfants.

Conclusion

Ainsi, la fuite des huguenots n'a pas seule causé le déclin de la France, mais elle en symbolise la logique profonde : celle d'un pays qui sacrifie la diversité à l'unité, la liberté à la centralisation, l'audace à la conformité.

« C'est peut-être là que la France a vraiment payé et avec l'exil d'une partie des huguenots, la conversion définitive d'une autre, la condamnation au silence et à une forme de stérilité sociale et culturelle, pour un siècle, des plus nombreux. Il ne s'agit pas d'un bilan démographique, financier ou économique, dont on pourrait mesurer la quantité passée en des mains étrangères – de tels trésors, dans un pays aussi riche en ressources que l'était la France, se reconstituent rapidement –, mais d'une capacité à accepter et à faire vivre la division, la contradiction, la pluralité des points de vue, la complexité d'une société diversifiée, et à résister au vertige de l'unité imposée dans ce mélange d'utopie et de colère qui a fait la gloire ambiguë des années 1789–1793, après celle des années 1680.

[...] La « question protestante » une fois résolue par cette « solution finale » de l'époque que fut la Révocation, il est probablement resté dans l'esprit politique français cette mauvaise habitude de rêver et d'imposer l'unité par en haut, par la violence d'État. [...] 1685 aurait été la source d'une « brutalisation » de la France, hissant (ou rabaissant...) le pays à un plus haut degré de brutalité politique et intellectuelle acceptée, dont on voit les effets en 1793, en 1871, peut-être dans les années 1940. » (2)

L'Angleterre, les Pays-Bas ou la Suisse ont su, eux, intégrer les minorités, maintenir une bourgeoisie intermédiaire, favoriser l'autonomie locale et la liberté économique. La France, en revanche, a substitué à son élite commerçante une administration d'État, héritière d'un absolutisme qui n'aime ni le commerce, ni l'indépendance.

Le départ des huguenots marque moins la perte de forces productives que la rupture d'un équilibre entre le politique et l'économique, entre l'esprit d'entreprise et l'esprit d'ordre. De cette fracture est née une France brillante, mais instable, morale et universaliste pour cacher ses fautes, mais violente intrinsèquement, fidèle à son paradoxe fondateur : vouloir l'unité à tout prix, quitte à la payer de sa propre vitalité.

« Faut-il aller jusqu'à dire que l'histoire de France charrie depuis les années 1560–1570 puis 1685–1705, dans l'oubli, l'occultation, le déni – en dépit d'une première réparation accordée en 1790 –, une forme de « génocide caché », ou son fantasme ? Et que la nation se serait infligée là une blessure immatérielle (mais aussi, pour partie, matérielle et charnelle) dont elle porterait aujourd'hui encore la trace sans savoir la reconnaître et donc sans cesser d'en ressentir l'atteinte ? » (2)

Index

(1) <https://www.reforme.net/religion/histoire/une-religion-refuge-huguenot-histoires-dun-exil/>

(2) *Histoire des protestants en France : XVIe-XXIe siècle*, Patrick Cabanel, Fayard

